

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Brigitte Forget, atteste la véracité du rapport financier
de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature

Brigitte Forget

Date

2020-05-11

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Ville de Sainte-Adèle

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle (l'entité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales.

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18, S-23-1, S-23-2 et S-23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations comparatives retraitées.

Nous attirons l'attention sur la note 22 des états financiers, qui indique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, ont été retraitées.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 S.E.N.C.R.L.

MBBA s.e.n.c.r.l. / par Robert Arbour CPA auditeur, CA

Montréal, le 11 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019	2018 Redressé note 22
Revenus				
Taxes	1	24 399 000	24 532 925	23 803 906
Compensations tenant lieu de taxes	2	444 890	462 210	444 316
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 019 470	3 078 912	3 394 252
Services rendus	5	1 418 320	1 419 657	1 383 898
Imposition de droits	6	1 590 240	1 936 594	1 545 364
Amendes et pénalités	7	158 100	210 149	142 166
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	367 000	435 256	380 906
Autres revenus	10	35 900	(1 886)	85 064
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	29 432 920	32 073 817	31 179 872
Charges				
Administration générale	14	4 486 908	4 234 901	3 967 525
Sécurité publique	15	4 333 033	4 803 293	4 369 822
Transport	16	7 836 758	8 579 636	7 739 558
Hygiène du milieu	17	8 510 238	8 158 983	7 873 246
Santé et bien-être	18	162 470	161 379	154 950
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 229 898	1 149 395	1 082 999
Loisirs et culture	20	3 204 370	3 165 562	3 059 190
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 137 280	1 173 069	1 061 082
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	30 900 955	31 426 218	29 308 372
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 468 035)	647 599	1 871 500
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		28 606 721	26 735 221
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		3 687 145	3 633 145
Solde redressé	28		32 293 866	30 368 366
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		32 941 465	32 239 866

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
			Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		
Débiteurs (note 5)	2	10 287 617	10 908 171
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	10 287 617	10 908 171
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	110 950	167 435
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 696 480	2 813 460
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 002 265	5 849 344
Revenus reportés (note 12)	12	1 322 679	1 474 184
Dette à long terme (note 13)	13	46 107 967	41 945 647
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	54 240 341	52 250 070
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(43 952 724)	(41 341 899)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	76 428 636	73 145 023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	43 964	43 964
Stocks de fournitures	19	400 154	362 410
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 435	30 368
	21	76 894 189	73 581 765
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	32 941 465	32 239 866

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 468 035)	647 599	1 871 500
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	14 762 500) (	9 071 989) (	8 331 931)
Produit de cession	3	10 000	164 169	2 200
Amortissement	4	4 795 285	5 127 020	4 795 285
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	496 085	3 758
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 102	
	7	(9 967 215)	(3 283 613)	(3 530 688)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(37 744)	931
Variation des autres actifs non financiers	10		8 933	153 005
	11		(28 811)	153 936
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(11 435 250)	(2 664 825)	(1 505 252)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(41 341 899)	(43 469 792)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		54 000	3 633 145
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(41 287 899)	(39 836 647)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(43 952 724)	(41 341 899)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	647 599	1 871 500
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 127 020	4 795 285
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	496 085	3 758
- réduction de valeur	4	1 102	
	5	6 271 806	6 670 543
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	620 554	(6 364 068)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(847 079)	(4 539)
Revenus reportés	9	(151 505)	388 660
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(37 744)	931
Autres actifs non financiers	13	8 933	153 005
	14	5 864 965	844 532
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 071 989)	(8 331 931)
Produit de cession	16	164 169	2 200
	17	(8 907 820)	(8 329 731)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	13 462 000	8 328 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 265 000)	(9 358 368)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 116 980)	2 813 460
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(34 680)	16 848
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 045 340	1 799 940
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 485	(5 685 259)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(167 435)	1 884 679
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	54 000	3 633 145
Solde redressé	33	(113 435)	5 517 824
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	(110 950)	(167 435)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures 15 à 40 ans

Bâtiments 15 à 40 ans

Véhicules 2 à 15 ans

Machinerie, outillage et équipement 1 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau 1 à 10 ans

Autres 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement ;

les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés ;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville reporte l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, les DCTP représentent aussi, en contrepartie, la part des frais reportés financés à long terme, essentiellement des frais d'émission de la dette à long terme, dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que des dépenses de fonctionnement non encore réalisées et par conséquent non encore imputées aux activités de fonctionnement bien qu'ayant déjà fait l'objet d'un financement à long terme.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

- Composantes du Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- les DCTP sont débités ou crédités à même toute écriture affectant la dette à long terme à titre de Financement à long terme des activités de fonctionnement ou de Remboursement de la dette à long terme, dans la conciliation à des fins fiscales servant à établir l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	209 587	56 633
Découvert bancaire	2	(320 537)	(224 068)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	(110 950)	(167 435)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	21 263	51 393
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	5 510 266	5 569 838
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	2 103 588	2 028 373
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 486 525	7 203 306
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	198 758	346 202
Organismes municipaux	15	82 209	62 284
<i>Autres</i>			
- Frais de cour, amendes, autres	16	1 287 624	1 135 328
- Intérêts sur arrérages taxes	17	128 913	132 678
	18	10 287 617	10 908 171
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 283 860	3 295 746
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 283 860	3 295 746
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	319 187	358 042
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	28 654	11 407
Autres régimes (REER et autres)	41	407 780	390 578
Régimes de retraite des élus municipaux	42	38 961	36 859
	43	475 395	438 844

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 5 500 000\$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2019 le solde utilisé de cette marge était de 1 696 480\$ et le taux était de 3.95%. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 036 627	2 962 559
Salaires et avantages sociaux	48	1 182 136	1 174 650
Dépôts et retenues de garantie	49	1 407 036	1 135 647
Provision pour contestations d'évaluation	50	1 592	117 775
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	145 735	155 695
- Intérêts courus sur dette	54	221 317	201 119
- Taxes à la consommation	55	7 175	
- Réclamations à payer	56	647	101 899
-	57		
	58	5 002 265	5 849 344

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	57 622	30 642
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	177 116	242 022
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	7 640	166 434
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Inscriptions loisirs, autres	68	26 292	17 071
- Transferts	69	1 022 363	1 018 015
- Autres	70	31 646	
-	71		
	72	1 322 679	1 474 184

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019					2018	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,75	2020	2024	73	46 454 000	42 257 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	46 454 000	42 257 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(346 033)	(311 353)
					83	46 107 967	41 945 647

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	4 080 000	100	109	117
2021	85	93	3 799 000	101	110	118
2022	86	94	3 790 000	102	111	119
2023	87	95	3 775 000	103	112	120
2024	88	96	3 655 000	104	113	121
2025 et +	89	97	27 355 000	105	114	122
	90	98	46 454 000	106	115	123
Intérêts et frais accessoires			107	()		124
	91	99	46 454 000	108	116	125

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(43 952 724)	126	(41 341 899)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	127	()
Autres	128	()	128	()
	129	(43 952 724)	129	(41 341 899)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	39 144 849	158	3 408 988	185		212	42 553 837
Eaux usées	131	28 521 808	159	412 094	186		213	28 933 902
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	39 272 796	160	3 858 868	187		214	43 131 664
Autres	133	5 483 914	161	919	188		215	5 484 833
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	11 914 071	163	1 220 080	190	509 133	217	12 625 018
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	5 621 693	165	112 326	192	362 051	219	5 371 968
Ameublement et équipement de bureau	138	1 860 838	166	124 850	193		220	1 985 688
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 101 069	167	197 177	194	10 302	221	7 287 944
Terrains	140	6 975 292	168	1 654 443	195	58 049	222	8 571 686
Autres	141		169		196		223	
	142	145 896 330	170	10 989 745	197	939 535	224	155 946 540
Immobilisations en cours	143	2 259 709	171	(1 917 756)	198	1 102	225	340 851
	144	148 156 039	172	9 071 989	199	940 637	226	156 287 391
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	22 660 404	173	1 064 492	200		227	23 724 896
Eaux usées	146	14 899 297	174	829 774	201		228	15 729 071
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	22 281 032	175	1 733 676	202		229	24 014 708
Autres	148	3 777 893	176	188 497	203		230	3 966 390
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 705 150	178	304 945	205	16 213	232	3 993 882
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 819 824	180	393 505	207	258 983	234	2 954 346
Ameublement et équipement de bureau	153	1 544 367	181	97 837	208		235	1 642 204
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 323 049	182	514 294	209	4 085	236	3 833 258
Autres	155		183		210		237	
	156	75 011 016	184	5 127 020	211	279 281	238	79 858 755
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	73 145 023					239	76 428 636
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Le 29 juin 2016, la Ville a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, d'un immeuble à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

la Commission scolaire des Laurentides pour l'aménagement d'un stationnement et d'un accès à la cour de l'école Saint-Joseph. Le coût des travaux et les frais de réparation et d'entretien de l'immeuble sont assumés par la Commission scolaire des Laurentides pendant la durée de l'entente qui est de 40 ans.

En 2019 la Ville a acquis un immeuble et en a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, à la Commission scolaire des Laurentides qui l'utilisera dans un objectif lié à sa mission éducative ou administrative. Les frais d'entretien et de réparation de l'immeuble sont assumés par la Commission scolaire pendant la durée de l'entente qui est de 20 ans. Le bail prévoit que l'immeuble sera cédé gratuitement au locataire à l'expiration du terme de l'emphytéose.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	43 964	43 964
	253	43 964	43 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	43 964	43 964
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	21 435	30 368
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	21 435	30 368
Note			

18. Obligations contractuelles

2020:	1	839	076\$
2021:	1	016	792\$
2022:		479	291\$

2020:	71	975\$
2021:	70	492\$
2022:	52	632\$
2023:	13	158\$

S.O.

		Solde des cautionnements	
Description	Montant initial des cautions	2019	2018
262			

S.O.

S.O.

La ville fait aussi l'objet d'une demande pour autorisation d'exercer une action

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

collective. Le demandeur demande le remboursement par la ville d'une somme estimée à plus de 3 000 000\$. La demande a été rejetée mais la décision a été portée en appel à la Cour suprême. À la date de la signature des états financiers, l'audience devant un juge n'avait pas encore eu lieu.

Les assureurs de la ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

À la date de signature des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la ville contestant le bien-fondé de ces réclamations.

d) Autres

Passif au titre des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Redressement paiements de transfert

Certains aspects de la norme SP 3410 - Paiements de transfert, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétation diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec. Dans les états financiers des exercices 2013 à 2018, la Ville a appliqué la note d'information émise le 6 novembre 2013 par le MAMOT et a constaté les revenus de transferts et les transferts à recevoir seulement lorsque les crédits étaient votés par l'Assemblée nationale. En 2019, la Ville a redressé ses états financiers en matière de comptabilisation des versements à recevoir du gouvernement du Québec afin de constater les revenus de transferts et les transferts à recevoir dès qu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant et que les critères d'admissibilité sont satisfaits. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Hausse / (diminution) 2018 \$
État de la situation financière	
Actifs financiers - Transferts à recevoir	3 724 647
Actifs financiers - Revenus reportés	<u>91 502</u>
Dette nette et excédent accumulé	3 633 145

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

24. Instruments financiers

N/A

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalisations 2019		Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	24 399 000	24 532 925		24 532 925	23 792 410
Compensations tenant lieu de taxes	2	444 890	462 210		462 210	444 316
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 019 470	993 257		993 257	1 169 657
Services rendus	5	1 418 320	1 419 657		1 419 657	1 383 898
Imposition de droits	6	1 590 240	1 936 594		1 936 594	1 545 364
Amendes et pénalités	7	158 100	210 149		210 149	142 166
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	367 000	435 256		435 256	380 906
Autres revenus	10	35 900	(419 786)		(419 786)	29 930
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	29 432 920	29 570 262		29 570 262	28 888 647
Investissement						
Taxes	13					11 496
Quotes-parts	14					
Transferts	15	5 145 350	2 085 655		2 085 655	2 224 595
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		417 900		417 900	55 134
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	5 145 350	2 503 555		2 503 555	2 291 225
	21	34 578 270	32 073 817		32 073 817	31 179 872
Charges						
Administration générale	22	4 370 480	4 096 026	138 875	4 234 901	3 967 525
Sécurité publique	23	4 157 592	4 633 795	169 498	4 803 293	4 369 822
Transport	24	5 747 980	6 348 796	2 230 840	8 579 636	7 739 558
Hygiène du milieu	25	6 504 698	5 976 554	2 182 429	8 158 983	7 873 246
Santé et bien-être	26	162 470	161 379		161 379	154 950
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 213 368	1 138 632	10 763	1 149 395	1 082 999
Loisirs et culture	28	2 811 802	2 770 947	394 615	3 165 562	3 059 190
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 137 280	1 173 069		1 173 069	1 061 082
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	4 795 285	5 127 020	(5 127 020)		
	33	30 900 955	31 426 218		31 426 218	29 308 372
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 677 315	647 599		647 599	1 871 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 677 315	647 599	1 871 500
Moins: revenus d'investissement	2 (	5 145 350) (	2 503 555) (	2 291 225)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 468 035)	(1 855 956)	(419 725)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	4 795 285	5 127 020	4 795 285
Produit de cession	5	10 000	164 169	2 200
(Gain) perte sur cession	6	(10 000)	496 085	3 758
Réduction de valeur / Reclassement	7		1 102	
	8	4 795 285	5 788 376	4 801 243
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	345 000	95 138	15 299
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 736 450) (	3 422 816) (	3 771 507)
	18	(3 391 450)	(3 327 678)	(3 756 208)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 590) (	67 506) (	173 171)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		375 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	355 170	362 331	325 215
Réserves financières et fonds réservés	22	(347 900)	(348 035)	(155 257)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	59 520	(28 618)	31 941
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	64 200	293 172	28 728
	26	1 468 035	2 753 870	1 073 763
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		897 914	654 038

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 503 555	2 291 225
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(240 477)	(231 746)
Sécurité publique	3	(52 392)	(71 824)
Transport	4	(2 267 149)	(1 383 408)
Hygiène du milieu	5	(4 296 824)	(6 455 199)
Santé et bien-être	6	(527 722)	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(23 850)	(3 241)
Loisirs et culture	8	(1 663 575)	(186 513)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(9 071 989)	(8 331 931)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 510 300	2 715 267
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	67 506	173 171
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		84 300
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	945 712	202 007
	18	1 013 218	459 478
	19	(2 548 471)	(5 157 186)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(44 916)	(2 865 961)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	7 254 437	7 403 344	7 079 156
Charges sociales	2	1 679 443	1 671 996	1 632 835
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	13 937 270	14 056 954	12 737 787
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 011 910	1 033 406	981 853
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	72 000	76 590	77 242
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	53 370	63 073	1 987
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	1 467 030	1 466 337	1 356 323
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	526 450	519 029	534 142
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17	4 795 285	5 127 020	4 795 285
Autres				
- Réclamations	18	65 000	(17 576)	87 223
- Créances douteuses	19	15 000	3 848	8 229
- Autres	20	23 760	22 197	16 310
	21	30 900 955	31 426 218	29 308 372

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille
Revenus sur les prêts aux entreprises
Autres revenus

1
2
3
4

Charges

Créances douteuses
Radiation de prêts
Variation de la provision pour moins-value

5
6

Intérêts sur la dette à long terme
Autres charges

7
8
9
10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Placements de portefeuille
Débiteurs
Prêts aux entreprises
Provision pour moins-value

12
13
14
15
16

() ()

17
18

Passifs

Créditeurs et charges à payer
Revenus reportés
Dette à long terme

19
20
21
22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises
Excédent (déficit) non affecté

23
24
25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres
Supportant les engagements de prêts

26
27
28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 427 629	1 776 636
Excédent de fonctionnement affecté	2	344 069	318 719
Réserves financières et fonds réservés	3	92 365	689 103
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 959 499) (	3 223 005)
Financement des investissements en cours	5	(4 428 345)	(4 922 726)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	38 465 246	37 601 139
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 941 465	32 239 866
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 427 629	1 776 636
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 427 629	1 776 636
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Parc Claude-Henri-Grignon	12	305 316	304 200
- Bénéfice - casino du maire	13	7 349	14 519
- Service de la dette	14	29 404	
- Place du Refuge	15	2 000	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	344 069	318 719
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	344 069	318 719
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	21 878	617 569
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solides disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	62 183	59 832
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	939	4 337
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Stationnement	45	7 365	7 365
-	46		
	47	92 365	689 103
	48	92 365	689 103

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	99) (
Mesures relatives à la TVQ		338)
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	99) (
		338)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	429 851) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
- Intérêts et autres	72 (	124 614) (
- Caution et décision arbitrale	73 (	2 588 272) (
	74 (	3 142 737) (
		3 377 625)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	183 337
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	154 958
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	183 337
	81 (	2 959 499) (
		3 223 005)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	100 957	189 607
Investissements à financer	83 (	4 529 302) (	5 112 333)
	84	(4 428 345)	(4 922 726)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	76 428 636	73 145 023
Propriétés destinées à la revente	86	43 964	43 964
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	76 472 600	73 188 987
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	76 472 600	73 188 987
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	46 107 967) (	41 945 647)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	346 033) (	311 353)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	5 283 860	3 295 746
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	3 142 737	3 373 406
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	38 027 403) (	35 587 848)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(20 049)) (	)
	100 (	38 007 354) (	35 587 848)
	101	38 465 246	37 601 139

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er janvier 2017 tous les pompiers de la ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110	28 654	11 407
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113	<u>28 654</u>	<u>11 407</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 3

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	<u>407 780</u>	<u>390 578</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>5</u>	<u>5</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117 <u>7 496</u>	<u>6 780</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118 25 260	22 848
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119 <u>13 701</u>	<u>14 011</u>
	120 <u>38 961</u>	<u>36 859</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	14 982 561	14 466 122
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 382 715	3 266 642
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	983 999	874 883
Activités de fonctionnement	6	1 050 048	1 028 908
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	20 399 323	19 636 555
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 950 459	1 938 929
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	2 010 271	2 025 565
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	63 187	68 605
Service de la dette	18	109 685	113 394
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		9 362
Activités d'investissement	21		11 496
	22	4 133 602	4 167 351
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 133 602	4 167 351
	27	24 532 925	23 803 906

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	1 662	1 500
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	7 561	7 561
	32	9 223	9 061
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	191 700	186 565
Cégeps et universités	34	8 319	8 094
Écoles primaires et secondaires	35	219 527	205 261
	36	419 546	399 920
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	428 769	408 981
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	3 666	3 607
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	1 200	1 208
Taxes d'affaires	44		
	45	4 866	4 815
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	10 613	10 658
	48	10 613	10 658
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité			
Autres	49		
	50	17 962	19 862
	51	17 962	19 862
	52	462 210	444 316

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54	203 406	158 361
Sécurité incendie	55	31 973	4 832
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	44 596	40 530
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		7 509
Réseau de distribution de l'eau potable	69	21 732	56 512
Traitement des eaux usées	70	29 813	53 281
Réseaux d'égout	71	35 697	275 382
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	161 562	160 370
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	4 510	3 375
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	39 108	29 381
Autres	89	15 000	22 654
Réseau d'électricité	90		
	91	587 397	812 187

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 224 684	268 022
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	575 429	934 554
Traitement des eaux usées	109	9 338	235 597
Réseaux d'égout	110	276 204	786 422
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	2 085 655	2 224 595

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	405 860	357 470
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139	405 860	357 470
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 078 912	3 394 252

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141	654 205	661 762
Évaluation	142		
Autres	143		
	144	654 205	661 762
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	24 696	21 748
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	24 696	21 748
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177	26	
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180	26	
Réseau d'électricité	181		
	182	678 927	683 510

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183	1 396	1 169
Évaluation	184		
Autres	185	91 837	91 187
	186	93 233	92 356
Sécurité publique			
Police	187		122
Sécurité incendie	188	89 399	101 091
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	89 399	101 213
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	50 977	15 739
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	50 977	15 739
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	31 905	44 172
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	10 313	7 094
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207	3 502	5 111
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211	45 720	56 377
Santé et bien-être			
Logement social			
	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	216	60 179	37 627
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220	60 179	37 627
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	221	348 097	362 091
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	8 906	13 421
Autres	223	44 219	21 564
	224	401 222	397 076
Réseau d'électricité			
	225		
	226	740 730	700 388
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 419 657	1 383 898

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	94 511	64 786
Droits de mutation immobilière	229	1 529 037	1 278 376
Droits sur les carrières et sablières	230	313 046	202 202
Autres	231		
	232	1 936 594	1 545 364
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	233	210 149	142 166
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	235	435 256	380 906
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	(496 085)	(3 758)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	16 800	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241	10 439	4 575
Autres contributions	242	5 000	7 000
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	461 960	77 247
	245	(1 886)	85 064
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	246		

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	681 829	5 617	687 446	533 098
Grefe et application de la loi	2	1 128 634	18 955	1 147 589	1 222 840
Gestion financière et administrative	3	1 318 328	71 345	1 389 673	1 149 745
Évaluation	4	337 830		337 830	340 355
Gestion du personnel	5	270 875	823	271 698	301 561
Autres					
- Primes d'assurances	6	192 685		192 685	192 541
- Autres	7	165 845	42 135	207 980	227 385
	8	4 096 026	138 875	4 234 901	3 967 525
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	2 926 979		2 926 979	2 833 375
Sécurité incendie	10	1 591 414	169 498	1 760 912	1 424 838
Sécurité civile	11	11 687		11 687	6 455
Autres	12	103 715		103 715	105 154
	13	4 633 795	169 498	4 803 293	4 369 822
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 008 724	1 945 500	4 954 224	4 736 368
Enlèvement de la neige	15	2 963 607	218 397	3 182 004	2 553 313
Éclairage des rues	16	153 904	20 458	174 362	194 760
Circulation et stationnement	17	143 065	46 485	189 550	181 530
Transport collectif					
Transport en commun	18	79 496		79 496	73 587
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	6 348 796	2 230 840	8 579 636	7 739 558

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	478 244	278 829	757 073	750 928
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 498 564	926 455	2 425 019	2 349 575
Traitement des eaux usées	25	670 074	556 173	1 226 247	1 222 710
Réseaux d'égout	26	594 078	417 078	1 011 156	866 812
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	797 529		797 529	776 508
Élimination	28	443 372		443 372	479 748
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	876 664		876 664	834 907
Tri et conditionnement	30	82 848	3 894	86 742	68 490
Matières organiques					
Collecte et transport	31	284 748		284 748	276 633
Traitement	32	74 743		74 743	68 289
Matériaux secs					
Autres	33				
Autres					
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37	19 536		19 536	19 204
Autres	38	156 154		156 154	159 442
	39				
	40	5 976 554	2 182 429	8 158 983	7 873 246
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	156 379		156 379	149 950
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	5 000		5 000	5 000
	44	161 379		161 379	154 950
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	792 309	10 763	803 072	755 663
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	345 603		345 603	324 841
Tourisme	49	720		720	2 495
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 138 632	10 763	1 149 395	1 082 999

ANALYSE DES CHARGES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	257 970	21 141	279 111	268 784
Patinoires intérieures et extérieures	54	111 777	12 315	124 092	102 317
Piscines, plages et ports de plaisance	55	124 724	18 950	143 674	125 414
Parcs et terrains de jeux	56	995 358	153 261	1 148 619	1 064 684
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	177 073		177 073	204 881
Autres	59	80 012		80 012	95 343
	60	1 746 914	205 667	1 952 581	1 861 423
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	138 093	180 285	318 378	361 201
Bibliothèques	62	490 603	8 663	499 266	472 003
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	395 337		395 337	364 563
	66	1 024 033	188 948	1 212 981	1 197 767
	67	2 770 947	394 615	3 165 562	3 059 190
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	980 678		980 678	931 856
Autres frais	70	129 318		129 318	127 239
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	63 073		63 073	1 987
	73	1 173 069		1 173 069	1 061 082
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	5 127 020	(5 127 020)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 545 789	3 015 757
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	9 377	134 574
Conduites d'égout	4	457 587	1 572 958
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 744 420	1 878 009
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		73 267
Autres infrastructures	11	919	151 794
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	132 116	14 813
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 090 667	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	112 326	745 818
Ameublement et équipement de bureau	18	124 850	88 063
Machinerie, outillage et équipement divers	19	197 177	656 878
Terrains	20	1 656 761	
Autres	21		
	22	9 071 989	8 331 931

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 545 789	3 015 757
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	9 377	134 574
Conduites d'égout	26	457 587	1 572 958
Autres infrastructures	27	3 745 339	2 103 070
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 313 897	1 505 572
	34	9 071 989	8 331 931

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	210 462	216 000	210 462	216 000
Réserves financières et fonds réservés	3	59 832	4 337	1 986	62 183
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	11 480 681	2 304 408	772 479	13 012 610
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 132 112	3 084 912	2 435 892	27 781 132
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 883 087	5 609 657	3 420 819	41 071 925
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 295 746	2 322 029	333 915	5 283 860
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 295 746	2 322 029	333 915	5 283 860
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	78 167	20 048		98 215
	14	3 373 913	2 342 077	333 915	5 382 075
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 373 913	2 342 077	333 915	5 382 075
	19	42 257 000	7 951 734	3 754 734	46 454 000
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	42 257 000	7 951 734	3 754 734	46 454 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	46 454 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 529 302
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	278 183
--	---	---------

Débiteurs	9	5 283 860
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	98 215
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	100 957
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Subv confirmées non constatées	13	2 842 960
----------------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	42 379 127
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	42 379 127
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 103 467
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	43 482 594
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	43 482 594
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	320 184	330 780
Autres	3	170 590	149 499
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	8 892	3 674
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	79 496	73 587
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	443 372	479 748
Cours d'eau	13	19 536	19 204
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	30 248	31 211
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	105 105	106 231
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	256 931	129 805
Activités culturelles	23	31 983	32 584
Réseau d'électricité			
	24		
	25	1 466 337	1 356 323

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019*****Non audité***

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 056 949	8 298 051
Frais de financement	4	15 040	33 880
Autres	5		
	6	9 071 989	8 331 931

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	31,12	33,00	56 233,00	2 695 664	584 070	3 279 734
Professionnels	2						
Cols blancs	3	33,81	33,00	56 869,00	1 669 486	427 706	2 097 192
Cols bleus	4	30,67	38,00	67 389,00	1 996 717	466 114	2 462 831
Policiers	5						
Pompiers	6	11,14	35,00	22 512,00	790 151	136 622	926 773
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	106,74		203 003,00	7 152 018	1 614 512	8 766 530
Élus	9	7,00			251 326	57 484	308 810
	10	113,74			7 403 344	1 671 996	9 075 340

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	21 732	377 938	197 491		597 161
Traitement des eaux usées	14	29 813		9 338		39 151
Réseaux d'égout	15	35 697	276 204			311 901
Autres	16	906 015	1 224 684			2 130 699
	17	993 257	1 878 826	206 829		3 078 912

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 409	4 429
	4	12 409	4 429
Sécurité publique			
Police	5	7 603	10 845
Sécurité incendie	6	19 487	21 395
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	27 090	32 240
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	487 389	452 826
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	487 389	452 826
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	76 092	83 025
Réseau de distribution de l'eau potable	17	178 995	117 973
Traitement des eaux usées	18	55 645	61 310
Réseaux d'égout	19	110 228	76 506
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	420 960	338 814
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	118 552	122 996
Autres	34		
	35	118 552	122 996
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 540	2 821
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	104 129	106 956
	39	106 669	109 777
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 173 069	1 061 082

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nadine Brière (mairesse)	76 855	16 767
Céline Doré (conseillère)	13 700	6 850
Martin Jolicoeur (conseiller)	16 689	8 345
Roch Bédard (conseiller)	20 014	10 007
Robert Bélisle (conseiller)	16 218	8 109
Pierre Lafond (conseiller)	10 864	5 432
Frédérique Cavezzali (conseillère)	15 754	7 877

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 950 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 ☐ 3 ☒ 4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☒ 6 ☐
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 248 140 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 ☒ 9 ☐
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 ☒ 11 ☐
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 68 914 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 ☒ 14 ☐
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 409 243 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 ☐ 17 ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 ☐ 20 ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

22 ☒23 ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

24 ☒25 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Évimbec ltée
 durée de 5 ans de 2017 à 2022.

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:

a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

26 ☐27 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

28 _____ \$

b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

29 ☐30 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

31 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

32 ☐33 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

34 _____ \$

b) autres formes d'aide

35 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	
Facteur comparatif de 2019	37	
Valeur uniformisée	38	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 2019-324

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-10-21

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	51	
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		_____
<i>Mesures d'encadrement</i>			
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		_____
- une blessure grave	60		_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

À la trésorière de la Ville de Sainte-Adèle,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sainte-Adèle (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

• nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

• nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

• nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



MBBA S.E.N.C.R.L.

[Original signé par]

MBBA s.e.n.c.r.l. / par Robert Arbour, CPA auditeur, CA
Montréal, le 11 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	24 532 925
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>3 168</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 592
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 010 148
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	63 187
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>23 461 182</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 921 833 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 960 809 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 941 321 250</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 2 0 8 5 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 817 880
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 518 060
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 103 740
Activités de fonctionnement	6	1 064 840
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 504 520

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 055 010
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 671 610
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	70 000
Service de la dette	18	106 860
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 903 480
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 903 480
	27	25 408 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 660
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	8 080
	5	9 740

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	256 820
Cégeps et universités	7	8 320
Écoles primaires et secondaires	8	216 170
	9	481 310

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	491 050

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	3 810
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 160
Taxes d'affaires	17	
	18	4 970

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	9 780
	21	9 780

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	19 000
	24	19 000
	25	524 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 789 037 862	X 5 0,7362 /100\$	6 13 170 912				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 37 716 620	X 8 0,7362 /100\$	9 277 670				
Immeubles non résidentiels	10 130 226 918	X 11 1,5125 /100\$	12 1 969 682				
Immeubles industriels	13 2 654 300	X 14 1,5125 /100\$	15 40 146				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 25 068 200	X 20 1,4700 /100\$	21 368 503				
Immeubles agricoles	22 40 700	X 23 0,7362 /100\$	24 300				
Total			25 15 827 213	26 (9 333)	27 ()	28	29 15 817 880
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 984 744 600	X 31 0,1773 /100\$	32 3 518 060				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 3 518 060	55 ()	56 ()	57	58 3 518 060

558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....	) 27 (.....	) 28	29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....	) 56 (.....	) 57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....	) 63 (.....	) 64	65

59

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	2 5 8 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	2 0 2 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales		1	codes 2 et 3 - Annexe B
Compensation services mun art 204.4	0,6000	1	art. 4 - An. A - R#1284
Compensation services mun art 204.12	0,7362	1	art. 4 - An. A - R#1284
Mise aux normes - approvisionnement eau	0,2580	1	art. 5 - An. A - R#1284
Mise aux normes - traitement eaux usées	0,0221	1	art. 8 - An. A - R#1284
Réfection aqueduc	0,0321	1	art. 6 - An. A - R#1284
Service d'égout	0,1235	1	art. 13 An. A - R#1284

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	25 408 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>9 333</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 022 223
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	70 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>24 315 777</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 984 744 600

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 2251 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 191 241	44 852		412 948	344 541	372
De secteur	2	142 468	223		27 425	41 262	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	7 021			1 352	2 033	
Autres	5	389 471	778			230 460	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 730 201	45 853		441 725	618 296	372

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	16 341 986			19 335 940
De secteur	10	1 957 202			2 168 580
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	96 454			106 860
Autres	13	3 105 911			3 726 620
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	21 501 553			25 338 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☐	24 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>35 782 405 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>4 099 200 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 146 950 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☐	6 ☒	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Audrey Senécal , atteste que le rapport financier
de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-19.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Sainte-Adèle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-11 18:46:06

Date de transmission au Ministère : 2020/05/25